

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1908 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

La note préliminaire qui accompagne le projet de Budget constate que les crédits s'élèvent à fr. 33,767,533 »
et que ceux alloués pour 1907 montaient à 33,189,474 »

D'où une augmentation de fr. 578,061 »

La somme de 33,767,533 francs comprend les crédits relatifs aux Beaux-Arts, qui s'élèvent à 2,263,437 francs et dont le montant est inférieur au chiffre des années précédentes.

L'augmentation de certaines dépenses ordinaires et les propositions de dépenses exceptionnelles sont justifiées dans la note préliminaire. Les sections n'ont soulevé, à leur sujet, que peu de critiques et elles ont adopté le projet de Budget de la façon suivante :

- 1^{re} section : par dix voix contre sept;
 - 2^e section : par onze voix contre quatre et deux abstentions;
 - 3^e section : par six voix contre cinq;
 - 4^e section : à l'unanimité moins une abstention;
 - 6^e section : par treize voix contre deux et une abstention.
- Il a été rejeté dans la 5^e Section : par huit voix contre six.
-

⁽¹⁾ Budget, n° 4, VII.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. COUSOT, COLAERT, VAPDERVELDE, DELANTSHEERE, BRAUN et CARTON DE WIART.

En Section centrale.

Les membres de la Section centrale se sont fait les organes de leurs sections respectives et ont présenté des observations que le rapporteur a été chargé de reproduire, en même temps que celles des sections.

Et tout d'abord, à propos de la dénomination du Ministère, un membre de la 1^{re} section a déclaré qu'il regrettait que le titre de ce Ministère ait été changé. Il attribue la modification à des préoccupations politiques. Il n'y avait aucun motif plausible, d'après lui, de faire disparaître la mention de Ministère... *de l'Instruction publique*.

Sans aller jusqu'à dire, avec un honorable membre du Sénat, que cette critique est puérile, la Section centrale est d'avis qu'elle n'a aucune importance, les Sciences comprenant l'enseignement à tous les degrés, même l'instruction primaire qui mène à la science et qui est indispensable à la culture de l'art.

D'autre part, lors de sa constitution, le Gouvernement a déclaré formellement qu'il avait l'intention de développer encore l'enseignement à tous les degrés. On l'en a critiqué, parce que sa déclaration assimilait l'enseignement privé à l'enseignement officiel.

On ne saurait pourtant méconnaître que l'enseignement libre est consacré par la Constitution, et il serait difficile de contester que ce n'est qu'à son défaut que l'enseignement public *doit* être organisé. Il est donc juste que l'enseignement privé soit traité, avec les mêmes égards que l'enseignement public, surtout au point de vue des subsides à accorder à l'un et à l'autre.

A ce propos, constatons que les crédits alloués pour l'instruction publique montent sans cesse. Depuis 1881, le Budget a augmenté de plus de 8,000,000 de francs. C'est surtout l'enseignement primaire qui a bénéficié des augmentations annuelles des crédits portés au Budget de l'État. Les budgets des provinces et des communes ont généralement suivi cette progression : de 2,000,000 de francs, en 1843, on est arrivé, en 1881, à 32,000,000 pour monter aujourd'hui à 45,000,000 ! C'est à ce chiffre que s'élève approximativement l'ensemble des crédits consacrés, par les pouvoirs publics, au seul enseignement primaire.

Nous n'avons pas à nous occuper ici du coût de l'enseignement libre. Il ne serait, du reste, pas possible de l'évaluer; mais on peut affirmer, sans crainte d'être contredit, que l'initiative privée consacre chaque année, à l'instruction populaire, des sommes telles que si cet enseignement n'existait plus, il résulterait de sa disparition une charge double pour les pouvoirs publics ⁽¹⁾.

Il est donc incontestable que l'enseignement privé rend au pays des services qu'il serait injuste de ne pas encourager, et que le Gouvernement a été heureusement inspiré en promettant un traitement aussi favorable à l'ensei-

(1) Rapport fait, au nom de la Section centrale, par M. COLBERT, sur le Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour 1907, p. 4.

gnement libre qu'à celui donné exclusivement aux frais des pouvoirs publics.

Si le titre nouveau donné au Ministère se justifie, il en est donc de même des services auxquels il est appelé à pourvoir.

*
* * *

Après ces observations, la Section centrale a examiné les détails du Budget.

Le CHAPITRE I^{er} n'a donné lieu à aucune observation.

CHAPITRE II (1).

PENSIONS ET SECOURS.

A l'article 10, un membre a demandé que les mots *Instituteurs primaires* soient entendus dans le sens le plus général, et qu'ils comprennent les instituteurs appartenant à l'enseignement *adopté et adoptable*.

La majorité de la Section centrale se rallie à l'observation. Il y a, en effet, identité de motifs, surtout pour le personnel enseignant des écoles adoptées.

CHAPITRE III.

SCIENCES ET LETTRES.

Sous ce chapitre, des membres ont demandé où en sont les travaux de la Commission du droit d'auteur.

Faut-il de nouveau constater que depuis son installation en 1904, cette Commission n'a plus été convoquée?

La Section centrale ne peut qu'exprimer le regret de devoir faire derechef cette observation et prie le Gouvernement de demander l'avis de la Commission. Mise en demeure de s'expliquer, elle sera sans doute convoquée dans le courant de 1908, quatrième année de son existence.

A l'article 11, un membre a appelé l'attention du Gouvernement sur les bibliothèques populaires.

L'observation n'ayant pas été reproduite en Section centrale, il n'est pas possible de la préciser. Son auteur voudra bien la répéter et la préciser dans la discussion du Budget.

A l'article 12, un membre d'une des sections a critiqué le subside accordé à l'Institut historique de Rome : Ce crédit subit une augmentation de 3,000 francs.

(1) La question relative aux pensions du personnel de l'enseignement moyen et de celui de l'enseignement primaire sera traitée sous les chapitres V et VI.

Au Budget de 1907, il existait une charge temporaire de 5,000 francs. Le Gouvernement propose de la faire disparaître; mais il augmente le crédit normal de 8,000 francs, ce qui le porte à 25,000 francs.

L'augmentation permettra de relever le montant des indemnités à allouer au personnel, de compléter la bibliothèque, d'agrandir les locaux par trop étroits, de pourvoir à des missions scientifiques et d'étendre les publications de l'Institut.

Mais cet accroissement de crédit, ou plutôt le crédit lui-même, se justifie-t-il?

Ceux qui connaissent l'Institut, sa direction et ses travaux, ne partageront pas la manière de voir exprimée ci-dessus. En réalité, il rend à la science belge les plus grands services, tant au point de vue littéraire que sous le rapport de l'histoire.

La Section centrale est d'avis qu'il y a lieu d'allouer au Gouvernement les crédits demandés.

Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts.

La question de la réorganisation de l'Académie a été de nouveau soulevée dans une des sections. Le rapport sur le Budget de 1907 a appelé la sérieuse attention du Gouvernement sur cette question, de même que sur celle de savoir s'il n'y aurait pas lieu de représenter les beaux-arts, mieux qu'ils ne le sont actuellement, dans ce corps savant.

Ces questions n'ayant pu être discutées l'an dernier, la Section centrale estime qu'il y lieu de reproduire les considérations développées à leur sujet dans le rapport sur le Budget de 1907 :

« Lors de la discussion des budgets de 1898 et 1904, plusieurs membres » se sont occupés de la question de la réorganisation de l'Académie royale.

» Fait assurément bizarre, il est résulté de ces discussions que, bien que » notre Académie compte une Classe des lettres, il n'y a pas de littérateurs » dans ce corps savant.

» Non pas, évidemment, que nos académiciens appartenant à la Classe des » lettres ne soient pas des écrivains distingués; mais leurs œuvres ont un » caractère scientifique plutôt que littéraire ou artistique. Il en est même » qui, dans leurs écrits, déclarent qu'ils n'entendent pas faire de littérature.

» Dans la discussion du Budget de 1904, l'un d'eux nous a dit :

» « Vous savez que, actuellement, la Classe des belles-lettres ne compte » pas de littérateurs proprement dits, et vous n'ignorez pas que la Classe des » beaux-arts n'en compte pas non plus. »

» Un autre académicien s'est jugé lui-même : « Nous nous intitulos » Classe des lettres; en réalité, nous sommes une Classe des sciences morales » et politiques. »

« On ne conteste donc pas que notre Académie ne réserve plus aucune » place à ceux dont l'œuvre littéraire est le produit de l'imagination. Il » semble pourtant juste qu'ils y soient représentés au même titre que les » savants et les artistes.

» Au demeurant, il paraît facile de donner satisfaction à un vœu souvent
» exprimé et intéressant au plus haut point notre littérature de langue fran-
» çaise, qui mérite d'être encouragée aussi bien que celle d'expression
» flamande. Il suffirait de créer une section des lettres proprement dites et
» d'y appeler nos meilleurs littérateurs. On pourrait ranger les hommes de
» lettres actuels dans la section des sciences morales et politiques, à laquelle
» on ajouterait la sociologie. »

En donnant satisfaction au vœu légitime exprimé de nouveau par la Section centrale, le Gouvernement répondrait aux sentiments qui semblent être partagés par la généralité des membres de la Chambre.

Bibliothèque royale.

Mêmes observations et mêmes critiques que les années précédentes.

Le règlement fait par la nouvelle commission n'est pas encore publié, bien qu'il ait été mis en vigueur le 16 septembre 1904.

Le crédit porté à l'article 18 a été considérablement augmenté. De 113,215 francs en 1903 et de 117,600 francs en 1906, il a été porté à 132,300 francs pour 1907 et à 173,000 francs pour 1908, y compris une somme de 4,500 francs en charge temporaire.

L'augmentation est sensible; mais il est à remarquer qu'elle comprend le matériel, ce qui cache, paraît-il, une foule de choses qui n'ont aucun rapport avec l'achat de livres.

On a prétendu que le crédit de 173,000 francs ne laisse certainement pas une somme de 40,000 francs pour les livres. Ce chiffre est de loin insuffisant, si on le compare aux sommes que d'autres pays consacrent à cet objet.

Le crédit devrait être divisé et, au besoin, augmenté dès cette année pour ce qui concerne l'acquisition d'ouvrages.

On a signalé aussi l'insuffisance des locaux de la Bibliothèque. La nécessité d'agrandir ces locaux se manifesterait davantage encore s'il était donné suite à l'idée d'un membre de la Section centrale, qui estime qu'il faudrait centraliser les bibliothèques des différents départements ministériels. Cette proposition mérite un sérieux examen, surtout s'il est vrai que certains ministères sont encombrés de livres et qu'il y a même quelquefois double emploi.

Enfin, un membre a proposé le dépôt obligatoire des ouvrages paraissant dans le pays. Ce serait là, sans doute, un moyen efficace de développer la Bibliothèque royale. Les crédits pourraient être consacrés à l'avenir à l'acquisition d'ouvrages anciens et étrangers. Mais on a fait observer que si le dépôt obligatoire est entré dans les mœurs de certains pays, il n'en serait peut-être pas de même pour la Belgique, où la mesure pourrait être considérée comme vexatoire.

Quoi qu'il en soit, nous signalons cette question, comme les autres, à la sérieuse attention de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts.

CHAPITRE IV.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Les nominations dans l'enseignement supérieur ont été l'objet de vives critiques de la part d'un membre de la Section centrale, qui prétend que souvent le Gouvernement a plus d'égards aux opinions politiques qu'aux titres scientifiques des candidats.

Il faut, dit ce membre, que les Facultés soient consultées, et, à ce sujet, il rappelle qu'un projet de loi a été déposé.

En réponse à une question posée au Gouvernement à l'occasion du Budget de l'an dernier, M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique a déclaré que les professeurs d'université sont consultés sur la nomination des agents *scientifiques* attachés à leur service (assistants, préparateurs, docteurs, aide-préparateurs recrutés parmi les étudiants). Il en est ainsi également pour les préparateurs mécaniciens. En ce qui concerne notamment les assistants, l'arrêté royal du 16 août 1892 porte qu'ils sont nommés sur la proposition du professeur intéressé et sur les avis de la Faculté, du recteur et de l'administrateur-inspecteur. Le personnel subalterne domestique est nommé par le Ministre sur la présentation de l'administrateur-inspecteur de l'Université.

Cette réponse paraît de nature à donner satisfaction aux critiques présentées par l'honorable membre.

* * *

Un membre a fait observer qu'à Liège on a organisé des cours d'histoire de l'art : *Archéologique et Esthétique*. A Gand, rien de pareil n'a été fait. L'utilité d'un cours pareil est indiscutable, d'après l'honorable membre. On pourrait y admettre les élèves des autres facultés, tels que les étudiants du génie et les étudiants en droit.

Un autre membre a ajouté qu'à Liège il existe un cours de diction. Pourquoi ne pas en créer à Gand où il présenterait une utilité au moins égale?

La Section centrale signale ces points au Gouvernement, sans se prononcer sur l'opportunité des mesures proposées.

* * *

Un membre, se faisant l'organe de l'Administration communale de Gand, a présenté des observations au sujet de l'application de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur, en ce qui concerne l'agrandissement, l'amélioration et l'entretien des bâtiments affectés aux universités, qui sont à la charge des villes où sont fondés ces établissements.

Ce membre prétend que lorsque la loi de 1849 a été votée, on n'a pu prévoir l'énorme extension de dépenses qu'exigeraient, cinquante ans plus tard, l'agrandissement et l'amélioration des bâtiments affectés aux universités. On n'a pas prévu davantage, dit-il, l'accroissement de dépenses que l'entretien de ces bâtiments devait entraîner. Si on l'avait prévu, il est à supposer que la loi n'eût pas mis ces dépenses à charge des villes, les bénéfices que celles-ci retirent

de l'Université ne pouvant entrer en compensation avec les charges sans cesse croissantes qu'elle occasionne.

Il a été répondu que, dans la plupart sinon dans la totalité des cas, c'est l'État qui a construit ces bâtiments de ses deniers, et que, presque chaque année, il figure au Budget une dépense exceptionnelle pour *construction, amélioration et ameublement de locaux universitaires; matériel et outillage scientifique*.

Dans ces dernières années, ces crédits se sont élevés à fr. 617,778.42 pour 1905, à fr. 530,832.14 pour 1906, et pour 1907 à 394,000 francs. Le crédit proposé pour 1908 est de 436,923 francs.

D'où l'on peut conclure qu'en réalité les villes universitaires ne subissent que les charges relatives à l'entretien, — ce qui paraît juste; sinon, toutes les charges incomberaient à l'État.

CHAPITRE V.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

A propos de la discussion de ce chapitre, un membre a présenté des observations qui se rapportent plutôt au chapitre II : *Pensions et secours*, mais qu'il nous a paru plus pratique de traiter sous les chapitres relatifs à leur objet.

Il s'agit ici de la fixation du coefficient au $\frac{1}{55}$ du traitement, par année de service, des membres du personnel enseignant.

Cette question a été développée dans le rapport de l'an dernier et elle a été adressée au Gouvernement, qui y a répondu de la façon suivante :

« Le point de savoir s'il y avait lieu de reviser les lois sur le régime des » pensions, de manière à ajouter à cet avantage celui du maximum le plus » élevé auquel peuvent atteindre d'autres fonctionnaires civils, intéresse » plusieurs départements ministériels, notamment celui de l'Agriculture, » celui de l'Industrie et du Travail et surtout celui des Finances. L'étude » doit en être faite dans des vues d'ensemble. Cette étude se poursuit. Il » n'est pas possible d'en préjuger actuellement les résultats. »

La Section centrale pourrait se borner à demander au Gouvernement où en sont ses études. Mais elle croit devoir entrer dans quelques développements, à propos d'une question qui lui est de nouveau signalée par plusieurs membres de la Chambre.

La loi du 13 janvier 1886 a fort heureusement modifié le régime antérieur des pensions des fonctionnaires. Elle n'a soulevé, en général, que peu de récriminations, sauf en ce qui concerne l'article 4 qui stipule : « Les dispositions spéciales qui règlent actuellement les pensions de la magistrature, » du corps enseignant, du clergé et les pensions militaires sont main- » tenues. »

Les dispositions spéciales sont, en ce qui concerne le corps enseignant, les suivantes :

1° Les professeurs de l'enseignement primaire et moyen de l'État peuvent être mis d'office à la retraite à l'âge de 60 ans ;

2° Ils peuvent demander leur mise à la retraite à l'âge de 55 ans s'ils comptent trente années de service;

3° Le coefficient par année de service est de $\frac{1}{55}$ au lieu de $\frac{1}{60}$ fixé pour les autres fonctionnaires civils. La pension des professeurs ne peut dépasser les $\frac{2}{3}$ du traitement moyen des cinq dernières années, ni la somme de 5,000 francs, tandis que les autres fonctionnaires civils peuvent atteindre les $\frac{3}{4}$ du traitement quinquennal moyen et 7,000 francs.

La différence de situation entre les fonctionnaires civils en général et les membres du corps enseignant est basée sur ce que ceux-ci jouissent d'avantages spéciaux.

Ces prétendus avantages sont donc les suivants : a) mise à la pension à un âge moins élevé; b) calcul de la pension sur une base plus élevée. Mais qui ne voit que ces avantages sont plus factices que réels? Bien peu de membres du personnel enseignant demandent leur mise à la retraite à l'âge de 55 ans; et si le relèvement de $\frac{1}{60}$ à $\frac{1}{55}$ n'existait pas, les pensionnés de l'enseignement n'atteindraient souvent pas les $\frac{2}{3}$ de leur traitement, à l'âge de 60 ans qu'ils ne peuvent dépasser dans l'exercice de leurs fonctions.

Et n'oublions pas que, pour le calcul de la pension sur le traitement moyen, les cinq dernières années (censément les plus favorables pour ce calcul) ne le sont pas toujours à cause des fluctuations que peuvent subir le minerval dans les athénées, le boni dans les écoles moyennes et les indemnités du chef de cours accessoires.

La Section centrale soumet ces observations à la bienveillante attention du Gouvernement et de la Chambre, en les priant de donner une prompt solution à la question. Il lui semble qu'il y a lieu de placer les membres du personnel enseignant dans la même situation que les autres fonctionnaires civils, au point de vue de la pension.

CHAPITRE VI.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

C'est la question de l'enseignement obligatoire qui a fait presque exclusivement les frais de la discussion de ce chapitre.

Un membre a proposé qu'une enquête soit faite par le Gouvernement sur les points suivants :

- 1° Quel est le nombre d'enfants de 6 à 11 ans qui fréquentent l'école?
- 2° Quel est le nombre d'enfants de 11 à 14 ans qui ne fréquentent aucune école?
- 3° Quel est le nombre de ceux qui fréquentent l'école irrégulièrement?
- 4° Quelles sont les causes de cette irrégularité?

A l'unanimité moins une abstention, la Section centrale est d'avis qu'il y a lieu de procéder à une enquête portant sur les quatre points énumérés. Mais un membre estime que ce sont plutôt les administrations communales, aidées par la Police, qui devraient, tout au moins dans les grandes villes, faire l'enquête, plutôt que l'Inspecteur de l'enseignement primaire.

Deux membres sont d'avis que s'il est vrai, comme le prétend un membre, que la fréquentation scolaire s'étend chaque année et s'élève actuellement au moins à 97 % dans l'ensemble du pays, encore faut-il prendre des mesures pour que les enfants fréquentent l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. L'instruction obligatoire leur paraît être le seul moyen d'arriver à ce résultat.

Dans les pays où le système a été établi, l'enseignement s'est sensiblement étendu, à tel point que le voyageur qui parcourt ces pays est frappé de constater que tout le monde a un degré d'instruction qui est loin d'être aussi général et aussi élevé dans notre pays.

C'est notamment pour ces motifs qu'ils proposent que la Section centrale se prononce *en faveur de l'instruction obligatoire, avec liberté pour les chefs de famille quant au choix de l'école.*

Un membre a répondu qu'il ne peut se rallier ni aux considérations qui précèdent ni à la proposition faite. Il se base sur les motifs qui ont été développés l'an dernier dans le rapport de la Section centrale. La liberté, dit-il, a fait progresser l'enseignement populaire au point que bientôt on ne rencontrera plus d'enfants ne fréquentant aucune école. Quant à la fréquentation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans, c'est là un rêve qui ne peut se réaliser dans un pays comme le nôtre. Le Belge ne tolérerait pas la réglementation à outrance imposée dans d'autres pays, et notamment en Allemagne où le peuple a été préparé pendant des siècles à la discipline qui le domine.

Si l'on voulait imposer l'âge scolaire de 14 ans aux enfants qui, dès leur douzième année ont acquis les connaissances que comporte l'enseignement primaire, nous aurions à constater que la loi d'obligation n'existe que sur le papier. Il en est ainsi en France. Si l'on veut connaître la situation de l'enseignement primaire dans ce pays, qu'on lise le rapport de 1904 de M. Cazes, inspecteur général, qui dit que la situation est à peu près aujourd'hui ce qu'elle était avant l'application de la loi de 1882.

Le même membre fait encore observer que dans un grand nombre de communes belges l'enseignement officiel jouit de faveurs dont l'enseignement libre est privé. Avant de réaliser l'instruction obligatoire, il faudrait préalablement que l'égalité de toutes les écoles vis-à-vis du Trésor public fût établie et garantie. Il faudrait aussi que, dans les communes où, faute de ressources privées, l'enseignement libre ne pourrait être organisé, les pouvoirs publics fussent obligés de seconder les particuliers qui veulent organiser l'enseignement libre; si non, celui-ci n'existerait pas et la volonté du père de famille serait méconnue.

La proposition demandant que la Section centrale se prononce *en faveur de l'enseignement obligatoire, avec liberté pour les chefs de famille quant au choix de l'école*, mise aux voix en l'absence de deux membres, a été adoptée par deux voix contre une et deux abstentions.

Traitements et pensions des instituteurs et sous-instituteurs.

Il serait injuste de méconnaître que la loi du 21 mai 1906 a amélioré la situation matérielle du personnel enseignant primaire et adopté. Mais les

instituteurs de la cinquième catégorie ne sont pas satisfaits. Quelques jeunes instituteurs proposent de revenir aux augmentations quadriennales uniformes de 100 francs, en supprimant radicalement la cinquième catégorie, et, bien entendu, en augmentant le traitement initial dans de sensibles proportions.

Ce que ces instituteurs reprochent spécialement à la loi de 1906, c'est qu'elle accorde au personnel enseignant des augmentations considérables à partir de la seizième année de service et qu'elle ne concède que des augmentations dérisoires au début de la carrière.

Ce reproche n'a pas paru fondé aux yeux de la majorité des membres de la Section centrale. En réalité, la cinquième catégorie a été supprimée par la loi de 1906, à partir de la seizième année de service. C'est à cette époque que les charges de famille augmentent sensiblement, et il paraît juste qu'il soit tenu compte de cette circonstance dans la fixation de l'échelle des traitements. Il importe de remarquer, au surplus, que la loi de 1906 maintient jusqu'à la seizième année les augmentations triennales.

Une autre réclamation du corps enseignant primaire a semblé mieux fondée à plusieurs membres de la Section centrale. Il s'agit, comme pour le personnel des écoles moyennes, de l'établissement, en vue de la pension, du coefficient à $\frac{1}{50}$ au lieu de $\frac{1}{55}$ et d'accorder le maximum de $\frac{3}{4}$.

À l'appui de cette thèse, on fait valoir avec raison que les fonctions de l'instituteur sont exténuantes, et que le coefficient actuel n'est pas en rapport avec l'âge de la retraite (50 ans).

La Section centrale prie le Gouvernement de vouloir bien prendre en sérieuse considération les arguments ci-dessus et ceux que le corps enseignant primaire fait valoir à l'appui de sa thèse.

Examen de quelques articles.

À l'article 70, un membre propose de scinder le crédit de 11,257,000 francs, de manière à faire connaître exactement les subsides accordés aux écoles communales, aux écoles adoptées et aux écoles adoptables.

À l'article 76. Un membre demande pourquoi le crédit est porté à 20,000 francs, alors que pour les années 1905 et 1906 il n'était respectivement que de 5,664 et 6,800 francs.

La note préliminaire ne parle pas de l'augmentation en question, parce que le même crédit de 20,000 francs a été alloué au Budget de 1907.

M. le Ministre des Sciences et des Arts s'expliquera sans doute sur ce point dans la discussion de son Budget.

CHAPITRE VII.

BEAUX-ARTS.

Ceux qui ont critiqué la nouvelle dénomination donnée au ministère dont le Budget fait l'objet de ce rapport, ont dû reconnaître que les Beaux-Arts trouvent mieux leur place à côté des Sciences que dans les services de l'Agric-

culture et de l'Hygiène. C'est aussi l'avis de la Section centrale, qui ne peut que féliciter le Gouvernement d'avoir opéré ce changement.

Nous avons dit plus haut que le montant du crédit inscrit sous le chapitre des Beaux-Arts est inférieur à celui alloué pour 1907. La diminution est, en effet, de 52,000 francs.

Cette diminution est due, jusqu'à concurrence de 40,000 francs, à cette circonstance que cette somme équivalait à la charge temporaire portée au Budget de 1907, en vue de l'Exposition générale organisée à Bruxelles au cours de la dite année, et jusqu'à concurrence de 12,000 francs, par suite de la disparition de la charge temporaire qui a été accordée en vue de couvrir les dépenses à résulter de l'organisation du grand concours de composition musicale qui a eu lieu en 1907.

Musées et conservatoires royaux.

Un membre fait observer que les Musées royaux de Bruxelles et d'Anvers jouissent de dotations importantes, et demande qu'on traite de la même façon les Musées de Gand et de Liège.

Même observation pour les Conservatoires.

Monuments publics.

Un membre fait observer que le moment est venu d'élever le monument Meunier. Il y a à prendre une décision au sujet du choix de l'emplacement. Il paraît préférable de placer le monument en plein air.

Restauration des monuments.

Plusieurs membres de la Section centrale ont fait observer que le crédit de 113,000 francs (proposé comme *subside aux provinces, aux villes et aux communes dont les ressources sont insuffisantes pour la restauration des monuments*) est de loin insuffisant pour faire face aux besoins de l'année budgétaire, si le Gouvernement entend intervenir sérieusement dans les restaurations projetées par les provinces et les communes.

Il en est surtout ainsi pour les communes. Et, à ce propos, plusieurs membres de la Section centrale estiment que les monuments à restaurer dans ces localités devraient être considérés, au point de vue des subsides, comme monuments nationaux plutôt que comme édifices communaux. L'entretien seul de ces édifices constitue pour les communes une lourde charge, dans laquelle l'Etat n'a pas l'habitude d'intervenir.

Un membre est même d'avis qu'avant de s'engager dans de grandes dépenses pour la construction de monuments nouveaux, le Gouvernement devrait tenir à honneur de sauver tout d'abord et immédiatement nos monuments anciens, dont un grand nombre sont en mauvais état. S'il veut entrer dans cette voie, il rencontrera l'approbation unanime de l'opinion publique, mieux instruite qu'autrefois des choses de l'art. C'est évidemment par voie de larges subsides qu'il doit atteindre ce but. Il devrait même stimuler le zèle

dés communes et les engager à entreprendre résolument la restauration de leurs monuments. C'est ainsi qu'a agi, pour les édifices du culte, l'honorable M. Vanden Heuvel, Ministre de la Justice, et son exemple sera, sans doute, suivi par son honorable successeur.

Un membre s'est élevé contre l'idée de construire des sacristies à côté d'églises monumentales : Ce sont souvent des annexes qui gâtent l'aspect des monuments.

Un autre membre a répondu que les sacristies sont des dépendances indispensables de l'édifice religieux. Tant que celui-ci conserve sa destination, il faut qu'il réponde aux besoins du culte. Ces besoins sont même plus vastes aujourd'hui qu'autrefois.

Mais l'observation a semblé ne viser que le cas où l'on ajoute au monument des constructions qui n'existaient pas à l'origine.

Même ainsi réduite, l'observation ne tient pas compte de la réalité des choses. Avant le XI^e siècle, les églises avaient des dépendances importantes : Cloître, palais épiscopal, presbytère, où l'on conservait les vases sacrés, les ornements, etc.

Les sacristies proprement dites n'ont été construites qu'à partir du XI^e siècle; mais généralement il n'en existait pas là où l'église était engagée dans des cloîtres.

Les XVI^e et XVIII^e siècles ont vu disparaître beaucoup de cloîtres anciens, et c'est ainsi, dit Viollet-le-Duc, que beaucoup de nos églises, dont les bâtiments-annexes ont été démolis, sont dépourvues de sacristies anciennes ⁽¹⁾. C'est ainsi, pourrions-nous ajouter, que dans la suite on a été obligé de construire des annexes, dont malheureusement l'architecture jure souvent avec celle du monument.

Les besoins du culte étant là, comment faut-il procéder, quand un monument est soumis à une restauration et qu'il faut lui donner des sacristies?

Il nous semble que la voie est indiquée. Il s'agit, par exemple, d'une église qui avait autrefois des dépendances conçues dans le style de l'édifice principal. Il faut autant que possible les rétablir en tout ou en partie, en tenant compte des nécessités du service religieux. Dans tous les cas, il faut que les sacristies, tout en répondant à leur destination, fassent aussi peu disparate que possible avec l'édifice ancien.

Mis aux voix, le Budget a été voté par quatre membres contre deux, et le rapport adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

(1) Dict. de l'Archit., VIII, 69.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten,
voor het dienstjaar 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

In de inleidingsnota voor het ontwerp van Begrooting wordt vastgesteld dat de kredieten beloopten fr. 33,767,535 »
en dat die, voor 1907 toegestaan, bedroegen 33,189,474 »

Zoodat er eene verhooging is van fr. 578,061 »

In de som van 33,767,535 frank zijn begrepen de kredieten voor de Schoone Kunsten, die 2,265,437 frank beloopten en waarvan het bedrag lager is dan de voorgaande jaren.

De verhooging van sommige gewone uitgaven en de voorstellen tot uitzonderlijke uitgaven worden uitgelegd in de inleidingsnota. In de afdeelingen werden dienaangaande veeuig aanmerkingen gemaakt en het ontwerp van Begrooting werd goedgekeurd als volgt :

- 1^o afdeeling : met tien stemmen tegen zeven;
 - 2^o — met elf stemmen tegen vier en twee onthoudingen;
 - 3^o — met zes stemmen tegen vijf;
 - 4^o — met eenparige stemmen min ééne onthouding;
 - 6^o — met dertien stemmen tegen twee en ééne onthouding;
- In de 5^o afdeeling werd het verworpen met acht stemmen tegen zes.

(1) Begrooting, n^o 4, VII.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren SCHOLLAERT, voorzitter, COUSOT, COLAERT, VANDERVELDE, DE LANTSHEERE, BRAUN en CARTON DE WIART.

In de Middenafdeeling.

De leden der Middenafdeeling vertolkten de gevoelens van hunne onderscheidene afdeelingen en maakten opmerkingen welke de verslaggever voor zending kreeg voor te brengen, nevens die der afdeelingen.

En vooreerst, naar aanleiding van de benaming van het Ministerie, betreurde een lid van de 1^o afdeeling dat de titel van dit Ministerie werd veranderd. Deze wijziging schrijft hij toe aan politieke beweegredenen. Volgens hem bestaat er geene aannemelijke reden om de benaming : Ministerie... *van Openbaar Onderwijs* te doen verdwijnen.

Zonder met een achtbaar lid van den Senaat te zeggen dat deze aanmerking kinderachtig is, acht de Middenafdeeling, in elk geval, dat zij geen belang hoegenaamd oplevert, vermits de *Wetenschappen* het onderwijs in elken graad omvatten, zelfs het lager onderwijs dat leidt tot de wetenschap en onontbeerlijk is voor de beoefening der kunst.

Overigens, toen de Regeering aan het bewind kwam, verklaarde zij uitdrukkelijk dat zij voornemens was, het onderwijs in elken graad nog uit te breiden. Dat werd beknibbeld, omdat in bedoelde verklaring het privaat onderwijs werd gelijkgesteld met het officieel onderwijs.

Het kan toch niet worden ontkend dat het vrij onderwijs wordt gehuldigd door de Grondwet, en moeilijk zou men kunnen betwisten dat het openbaar onderwijs enkel *moet* opgericht worden daar waar het vrij onderwijs te kort schiet. Dus is het billijk dat het vrij onderwijs ten minste zoozeer wordt begunstigd als het openbaar onderwijs, vooral met het oog op de aan beide te verleenen toelagen.

Laat ons te dezer gelegenheid zeggen dat de kredieten, toegestaan voor het openbaar onderwijs, gestadig verhoogden. Sedert 1881, vermeederde de Begrooting met meer dan 8,000,000 frank. Vooral het lager onderwijs haalde voordeel uit de jaarlijksche verhooging der kredieten, bij Staats Begrooting uitgetrokken. De begrootingen der provinciën en der gemeenten namen over 't algemeen in gelijke mate toe : van 2,000,000 frank in 1843 steeg men tot 32.000,000 in 1881, en klimt men thans tot 48,000,000! Dat is nagenoeg het bedrag van de gezamenlijke kredieten, door de openbare machten aan het lager onderwijs alleen besteed.

Wij moeten ons hier niet inlaten met de kosten van het vrij onderwijs. Zij kunnen overigens niet worden geraamd; doch zonder vrees van tegenspraak mag worden gezegd dat de bijzondere ondernemingsgeest telken jare zulke hoge sommen besteedt aan de volksschool, dat de verdwijning van dit onderwijs een dubbelen last zou opleggen aan de openbare machten ⁽¹⁾.

Het is dus onbetwistbaar dat het privaat onderwijs aan het land diensten bewijst, die het onrechtvaardig ware niet aan te moedigen, en dat de Regee-

(1) Verslag, namens de Middenafdeeling uitgebracht door den heer Colaert over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar onderwijs voor 1907, bldz. 4.

ring het goed voorhad, toen zij beloofde het vrij onderwijs zoo gunstig te behandelen als het andere, dat uitsluitend op kosten van de openbare machten wordt gegeven.

Is de nieuwe titel, aan het Ministerie gegeven, gerechtvaardigd, hetzelfde geldt voor de diensten waarin het behoort te voorzien.

* * *

Na deze opmerkingen onderzocht de Middenafdeeling de bijzondere punten der Begrooting.

Bij het EERSTE HOOFDSTUK werd geene enkele opmerking gemaakt.

HOOFDSTUK II (¹).

PENSIOENEN EN ONDERSTAND.

Bij artikel 10, vraagt een lid dat de woorden : *Lagere onderwijzers* zouden verstaan worden in den meest algemeenen zin en dat zij de onderwijzers, behorende tot het *aangenomen en aanneembaar* onderwijs, zouden omvatten.

De meerderheid der Middenafdeeling keurde deze opmerking goed. Voor allen, inderdaad, vooral voor het personeel der aangenomen scholen gelden dezelfde redenen.

HOOFDSTUK III.

WETENSCHAPPEN EN LETTEREN.

Bij dit hoofdstuk vroegen leden hoeverre het staat met de werkzaamheden der Commissie voor het auteursrecht.

Moeten wij andermaal zeggen dat deze Commissie sedert hare aanstelling in 1904 niet meer werd bijeengeroepen?

De Middenafdeeling kan enkel haar leedwezen uitdrukken, daar zij nogmaals deze opmerking moet herhalen; zij verzoekt de Regeering het advies der Commissie in te winnen. Zoo zij wordt aangemaand om over hare werkzaamheden rekenschap te geven, zal zij ongetwijfeld worden bijeengeroepen in 1908, het vierde jaar van haar bestaan.

Bij artikel 11 vestigt een lid de aandacht der Regeering op de volksboekerijen.

Daar de opmerking niet werd herhaald in de Middenafdeeling, kan zij niet nader worden omschreven. Hij die ze maakte, gelieve ze duidelijk te herhalen bij de behandeling der Begrooting.

Bij artikel 12 brengt een lid bezwaren in tegen de toelage, verleend aan

(¹) De vraag betreffende de pensioenen voor het personeel van het middelbaar onderwijs en voor dit van het lager onderwijs wordt behandeld onder de hoofdstukken V en VI.

het Geschiedkundig Instituut te Rome. Dit krediet wordt verhoogd met 3,000 frank.

Bij de Begrooting voor 1907 werd een tijdelijke last van 5,000 frank uitgetrokken. De Regeering stelt voor, dezen te doen verdwijnen, doch verhoogt het normale krediet met 8,000 frank, zoodat het wordt gebracht tot op 25,000 frank.

Met deze verhooging zal men het bedrag der vergoedingen ten bate van het personeel kunnen vermeerderen, de boekerij aanvullen, de te enge lokalen vergrooten, in wetenschappelijke zendingen voorzien en meer werken van het Instituut in 't licht geven.

Doch is deze verhooging van krediet of liever het krediet zelf gerechtvaardigd?

Zij die het Instituut, zijn bestuur en zijne werken kennen, zullen de hierboven uitgedrukte zienswijze niet deelen. Het bewijst wel degelijk de grootste diensten aan de Belgische wetenschap, zoo in letterkundig als in geschiedkundig opzicht.

De Middenafdeeling is van oordeel, de aangevraagde kredieten aan de Regeering toe te staan.

Koninklijke Academie van wetenschappen, letteren en schoone kunsten.

In eene der afdeelingen werd de herinrichting der Academie opnieuw te berde gebracht. Het verslag over de Begrooting voor 1907 vestigde de ernstige aandacht der Regeering op dit vraagstuk, alsmede op de vraag of men de schoone kunsten geen betere vertegenwoordiging in dit geleerd lichaam moet gunnen dan thans.

Daar deze punten verleden jaar niet behandeld konden worden, acht de Middenafdeeling het oorbaar de beschouwingen daaromtrent over te nemen uit het verslag van de Begrooting voor 1907 :

« Bij de behandeling der begrotingen van 1898 en 1904, spraken » verscheidene leden over de herinrichting der Koninklijke Academie.

» Uit deze behandeling bleek het feit, zonderling voorwaar, dat, zoo onze » Academie eene Klas der letteren telt, geen letterkundigen tot dit geleerd » lichaam behooren.

» Daaruit valt hoegenaamd niet te besluiten dat de leden der Academie, » die tot de Klas der letteren behooren, geene uitstekende schrijvers zouden » zijn; doch hunne werken dragen veeleer een wetenschappelijken dan een » letterkundigen of artistieken stempel. Sommigen verklaren zelf in hunne » bijdragen dat het niet in hunne bedoeling ligt, letterkundig werk te » leveren.

» Bij de behandeling der Begrooting van 1904, werd ons door een hunner » gezegd :

« Gij weet dat de Klas der letteren thans geene letterkundigen bevat, en » dat er zich evenmin bevinden in de Klas der schoone kunsten ».

» Een ander Academielid beoordeelde zichzelf : « Wij heeten ons Klas » der letteren; doch werkelijk zijn wij eene Klas van zeden- en staatkundige » wetenschappen »

» Dus wordt niet meer betwist dat er in onze Academie geene enkele
 » plaats wordt ingeruimd aan hen wier letterkundige arbeid behoort tot het
 » werk der verbeelding. Echter ware 't billijk ze daarin te verlegenvoor-
 » digen, even goed als de geleerden en kunstenaars.

» Het schijnt overigens gemakkelijk, voldoening te geven aan eenen wensch
 » die vaak werd uitgedrukt en het hoogste belang oplevert voor de Belgisch-
 » Fransche letterkunde welke evenzeer als de Vlaamsche ondersteuning
 » verdient. Het zou volstaan, eene eigenlijk gezegde letterkundige afdeeling
 » tot stand te brengen en er onze beste letterkundigen in te benoemen. De
 » tegenwoordige letterkundigen zou men kunnen opnemen in de afdeeling
 » der zeden- en staatkundige wetenschappen, waaraan de sociologie zou
 » toegevoegd worden. »

Zoo de Regeering voldoening schonk aan den billijken wensch dien de Middenafdeeling opnieuw uitdrukt, zou zij beantwoorden aan de gevoels die de algemeenheid van de leden der Kamer schijnt te deelen.

Koninklijke Bibliotheek.

Dezelfde opmerkingen, dezelfde kritiek als de vorige jaren.

Het reglement, door de nieuwe Commissie opgemaakt, is nog niet verschenen, alhoewel het van kracht werd den 16ⁿ September 1904.

Het krediet bij artikel 18 werd aanzienlijk vermeerderd. Van 113,215 fr. in 1905 en van 117,600 frank in 1906, werd het gebracht tot op 132,300 frank voor 1907 en 175,000 frank voor 1908, daaronder begrepen eene som van 1,500 frank als tijdelijke last.

Deze vermeerdering is nogal gewichtig; doch men dient in acht te nemen dat zij ook geldt voor het materieel; daaronder schuilt, naar het schijnt, eene menigte dingen die niets gemeens hebben met het aankopen van boeken.

Er werd beweerd dat van het krediet van 175,000 frank zeker geene som van 40,000 frank overblijft voor de boeken. Dat cijfer is op verre na niet toereikend, wanneer men het vergelijkt met de sommen die andere landen daaraan besteden.

Het krediet diende gewijzigd en desnoods van dit jaar af verhoogd te worden voor het aankopen van werken.

Men deed ook opmerken dat de gebouwen der Bibliotheek onvoldoende zijn. De noodwendigheid van de vergrooting dier lokalen zou nog meer blijken indien gevolg werd gegeven aan het denkbeeld van een lid der Middenafdeeling, die meent dat de bibliotheken van de verschillende ministeriën zouden moeten vereenigd worden in één gebouw. Dat voorstel verdient ernstig te worden onderzocht, vooral indien het waar is dat sommige ministeriën overlast zijn van boeken en dat men er soms in 't dubbel heeft.

Eindelijk stelde een lid het verplicht deponeeren voor van de werken die in het land verschijnen. Dat ware zeker een doelmatig middel om de Koninklijke Bibliotheek uit te breiden. De kredieten konden voortaan worden besteed aan het aankopen van andere en vreemde werken. Maar men deed opmer-

ken dat, al is het verplicht déponeren een gebruik geworden in zekere landen, dit misschien niet zou geschieden in België, waar het als een kwelende maatregel zou kunnen worden aangezien.

Wat er ook van zij, op dat punt, evenals op de andere vestigen wij de welwillende aandacht van den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten.

HOOFDSTUK IV.

HOOGER ONDERWIJS.

De benoemingen in het hooger onderwijs lokten hevige critiek uit van wege een lid der Middenafdeeling, die beweert dat dikwijls de Regeering meer let op de politieke zienswijze dan op de wetenschappelijke titels der kandidaten.

Dit lid zegt dat de faculteiten dienden geraadpleegd te worden en te dien opzichte bracht hij in herinnering dat een wetsontwerp werd voorgelegd.

Antwoordende op eene vraag, tot de Regeering gericht naar aanleiding der Begroting van verleden jaar, verklaarde de heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs dat de hoogleeraars geraadpleegd worden over de benoeming der *wetenschappelijke* agenten gehecht aan hunnen dienst (assistenten, preparanten, doctors, hulp-preparanten onder de studenten geworven). Hetzelfde geldt voor de preparanten-werktuigkundigen. Wat de assistenten in 't bijzonder betreft, bepaalt het koninklijk besluit van 16 Augustus 1892 dat zij benoemd worden op de voordracht van den belanghebbenden leeraar en op het advies van de faculteit, den rector en den administrateur-inspecteur. Het lagere dienstboden-personeel wordt benoemd door den Minister op voordracht van den administrateur-inspecteur der Hoogeschool.

Daarmee schijnt ons een voldoende antwoord gegeven op de critiek van het achtbaar lid.

* * *

Een lid deed opmerken dat men te Luik leergangen van geschiedenis der kunst: *Oudheidkunde en Schoonheidsleer*, heeft ingericht. Niets dergelijks werd te Gent gedaan. Het nut van zulken leergang is onbetwistbaar, volgens het achtbaar lid. Men zou er de leerlingen der andere faculteiten toegang kunnen verleen, namelijk de studenten der genie en de studenten in de rechten.

Een ander lid voegde daarbij dat te Luik een leergang van dictie bestaat. Waarom wordt er geen ingericht te Gent, waar hij ten minste evenzoo nuttig zou zijn?

De Middenafdeeling wijst de Regeering op die punten, zonder uitspraak te doen over het al of niet gepaste van de voorgestelde maatregelen.

* * *

Een lid, die de zienswijze vertolkte van het Gemeentebestuur te Gent, maakte aanmerkingen aangaande de toepassing van artikel 7 der wet van

15 Juli 1849 op het hooger onderwijs, wat betreft de vergrooting, de verbetering en het onderhoud der Hoogeschoolgebouwen, die ten laste der steden vallen, waar deze inrichtingen bestaan.

Bedoeld lid beweert dat men niet kon voorzien, toen de wet van 1849 werd ingevoerd, wat overgroote vermeerdering van uitgaven vijftig jaar later zou worden vereischt door de vergrooting en de verbetering der Hoogeschoolgebouwen. Men voorzag evenmin, zegt hij, de vermeerdering van uitgaven die het onderhoud dier gebouwen moest veroorzaken. Had men dat voorzien, dan zou de wet die uitgaven waarschijnlijk niet ten laste der steden hebben gelegd, daar de voordeelen, welke deze uit eene Hoogeschool trekken, niet kunnen opwegen tegen de steeds toenemende lasten welke zij veroorzaakt.

Daarop werd geantwoord dat in de meeste, zooniet in alle gevallen, de Staat die gebouwen op eigen kosten heeft opgericht, en dat er schier ieder jaar op de Begrooting eene uitzonderlijke uitgave voorkomt voor het *bouwen, verbeteren en meubileren der Hoogeschool-lokalen; materieel en wetenschappelijke inrichting.*

Deze laatste jaren stegen de kredieten tot fr. 617,778.42 voor 1905, tot fr. 830,852.14 voor 1906, en tot 394,000 frank voor 1907. Het krediet, voorgesteld voor 1908, bedraagt 436,923 frank.

Daaruit kan men besluiten dat feitelijk de Hoogeschoolsteden slechts de lasten dragen rakende het onderhoud — wat billijk is; zooniet zou de Staat voor alles moeten instaan.

HOOFDSTUK V.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Naar aanleiding van de beraadslaging over dat hoofdstuk bracht een lid beschouwingen in 't midden, die veeleer het hoofdstuk II betreffen: *Pensioenen en hulpgelden*, maar welke wij, daar het ons meer practisch scheen, behandelen onder de hoofdstukken welke hun onderwerp betreffen.

Het geldt hier het bepalen van den coëfficiënt van het 55^e der jaarwedde, per dienstjaar, voor de leden van het onderwijzend personeel.

In het verslag van verleden jaar werd deze vraag uiteengezet en gericht tot de Regeering die er op antwoordde als volgt:

« De vraag, of de pensioenwetten hoeven herzien te worden om aan dat » voordeel nog het voordeel toe te voegen van het hoogste maximum dat kan » bereikt worden door andere burgerlijke ambtenaren, levert belang op voor » verscheidene ministerieele besturen, namelijk voor dat van Landbouw, » dat van Nijverheid en Arbeid en vooral dat van Financiën. Deze zaak » moet worden bestudeerd met het oog op al de belanghebbenden. Die » studie wordt voortgezet, doch het is onmogelijk, van stonden aan daarvan » de uitkomsten te voorzien. »

De Middenafdeeling zou zich er kunnen bij bepalen, aan de Regeering te vragen hoe ver het staat met haar onderzoek. Maar zij denkt eenige toelichting te moeten geven over een punt, waarop verschillende Kamerleden opnieuw hare aandacht vestigen.

De wet van 13 Januari 1886 wijzigde zeer gelukkig de vroegere regeling van de pensioenen der ambtenaars. Over 't algemeen verwekte zij maar weinig klachten, buiten artikel 4 dat luidt : « De bijzondere bepalingen, » welke thans de pensioenen van de magistratuur, van het onderwijzend » lichaam en van de geestelijkheid alsmede de militaire pensioenen regelen, » worden gehandhaafd. »

De bijzondere bepalingen voor het onderwijzend korps zijn de volgende :

1^o De leeraars van Staats lager en middelbaar onderwijs kunnen van ambtswege op pensioen worden gesteld op den leeftijd van 60 jaar;

2^o Zij kunnen hun pensioen vragen op den ouderdom van 55 jaar, wanneer zij dertig jaren dienst tellen;

3^o De coëfficiënt per dienstjaar is $\frac{1}{55}$ in stede van $\frac{1}{60}$ voor de andere burgerlijke ambtenaars. Het pensioen der leeraars mag niet $\frac{2}{3}$ van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren, noch de som van 5,000 frank overtreffen, terwijl de andere burgerlijke ambtenaars tot $\frac{3}{4}$ der gemiddelde vijfjaarlijksche jaarwedde en tot 7,000 frank kunnen komen.

Het verschil tusschen den toestand der burgerlijke ambtenaars in 't algemeen en der leden van het onderwijzend korps steunt op het feit, dat deze laatste bijzondere voordeelen genieten.

Die zoogezegde voordeelen zijn de volgende : a) pensioen op een minder gevorderden leeftijd; b) berekening van het pensioen op een hoogerem grondslag. Maar wie ziet niet in dat die voordeelen meer denkbeeldig dan werkelijk zijn? Zeer weinig leden van het onderwijzend personeel vragen pensioen op den ouderdom van 55 jaar; en zoo de verhooging van $\frac{1}{60}$ op $\frac{1}{55}$ niet bestond, zouden de gepensioneerden van het onderwijs dikwijls niet $\frac{2}{3}$ van hunne jaarwedde bereiken op den leeftijd van 60 jaar, welken zij in de uitoefening van hun ambt niet mogen overtreffen.

En vergeten wij niet dat, voor de berekening van het pensioen naar de gemiddelde jaarwedde, de laatste vijf jaren, welke de voordeeligste voor die berekening worden geacht, het niet altijd zijn wegens de veranderlijkheid van het minerval in de atheneums, de boni's in de middelbare scholen en de vergoedingen voor bijkomende leergangen.

De Middenafdeeling onderwerpt deze opmerkingen aan de welwillende aandacht der Regeering en der Kamer; zij verzoekt beide de zaak spoedig op te lossen. Het schijnt haar toe dat de leden van het onderwijzend personeel in denzelfden toestand moeten worden geplaatst als de andere ambtenaars met het oog op hun pensioen.

HOOFDSTUK VI.

LAGER ONDERWIJS.

Het vraagstuk van den leerplicht nam bijna heel de beraadslaging over dat hoofdstuk in.

Een lid stelde voor, dat de Regeering een onderzoek zou doen naar de volgende punten :

- 1^o Welk is het getal kinderen van 6 tot 11 jaar die naar school gaan?
- 2^o Welk is het getal kinderen van 11 tot 14 jaar die geene school volgen?
- 3^o Welk is het getal dergene die de school onregelmatig bijwonen?
- 4^o Welke zijn de redenen van deze onregelmatigheid?

Met eenparige stemmen, min één onthouding, is de Middenafdeeling van gevoelen dat er reden bestaat om te doen overgaan tot een onderzoek naar de vier opgesomde feiten. Doch een lid denkt dat de gemeentebesturen veeleer dan de Opziener van het lager onderwijs dit onderzoek dienden te doen, met behulp van de Politie, ten minste in de groote steden.

Twee leden meenen dat — zoo de bewering van een lid waarheid is, namelijk dat het schoolgaan jaarlijks drukker wordt en thans tot 97 t. h. van al de kinderen stijgt — er dan nog maatregelen dienen te worden genomen opdat de kinderen tot hun 14 jaar naar school zouden gaan. Het verplicht onderwijs schijnt hun daartoe het eenig doelmatig middel.

In de landen waar de leerplicht heerscht, nam het onderwijs merklijk toe, derwijze dat het opvallend is voor al wie die landen doorreist, hoe alleman een graad van ontwikkeling bezit die ver is van zoo algemeen en zoo hoog te zijn in ons land.

't Is namelijk om die redenen dat zij aan de Middenafdeeling voorstellen zich *voorstander* te verklaren van *verplicht onderwijs met vrije schoolkeus voor de gezinshoofden*.

Een lid antwoordde dat hij zich niet kan aansluiten noch bij bovenstaande beschouwingen, noch bij het gedane voorstel. Hij beroept zich op de redenen, verleden jaar uiteengezet in het verslag der Middenafdeeling. De vrijheid, zegt hij, heeft het onderwijs van het volk zoodanig doen vooruitgaan dat men weldra geen kinderen meer zal vinden, die niet naar school gaan. Wat het schoolgaan betreft tot den ouderdom van 14 jaar, dat is een droom, onmogelijk te verwezenlijken in een land als het onze. De Belgen zouden de reglementeerwoede niet dulden, welke in andere landen heerscht, namelijk in Duitschland waar het volk eeuwenlang werd voorbereid op de tucht die er op drukt.

Moest men de kinderen, die van hun 12 jaar af de vakken kennen waarover het lager onderwijs loopt, dwingen naar school te gaan tot hun 14 jaar, dan zouden wij weldra moeten vaststellen dat de wet tot verplicht onderwijs enkel op het papier bestaat. Dat is ook wel het geval in Frankrijk.

Wil men den toestand kennen van het lager onderwijs in dat land, dan leze men het verslag van 1904, uitgaande van den heer Cazes, algemeen opziener, die zegt dat de toestand nagenoeg dezelfde is heden als vóór de toepassing der wet van 1882.

Hetzelfde lid doet ook nog opmerken dat in een aantal Belgische gemeenten het officieel onderwijs gunsten geniet, welke het vrij onderwijs moet derven. Alvorens het verplicht onderwijs in te voeren, ware het noodig vooreerst de gelijkheid van alle scholen tegenover de Schatkist tot stand te brengen en te waarborgen. Ook zouden in de gemeenten waar, bij gemis van private geld-

middelen, het vrij onderwijs niet zou kunnen ingericht worden, de openbare machten moeten verplicht worden, de ingezetenen te helpen die het vrij onderwijs willen inrichten; anders zou er geen vrij onderwijs bestaan en de wil van de gezinshoofden zou miskend worden.

Het voorstel, vragende dat de Middenafdeeling zich *ten gunste van het verplicht onderwijs zou verklaren, met vrije schoolkeus voor de gezinshoofden*, werd in stemming gelegd in de afwezigheid van twee leden en aangenomen met twee stemmen tegen één en twee onthoudingen.

Jaarwedde en pensioen der onderwijzers en hulponderwijzers.

Het ware onrechtvaardig te loochenen dat de wet van 24 Mei 1906 den stoffelijken toestand heeft verbeterd van het personeel bij het officieel zoowel als bij het vrij lager onderwijs. De onderwijzers der vijfde klasse zijn echter niet voldaan. Eenige jonge onderwijzers stellen voor, terug te komen tot gelijke vierjarige verhoogingen van 100 frank, met algeheele afschaffing van de vijfde klasse en mits, wel te verstaan, merkelijke verhooging van de aanvangsjaarwedde.

De groote grief dier onderwijzers tegen de wet van 1906 is, dat zij aan het onderwijzend personeel aanzienlijke verhoogingen toekent van het zestiende dienstjaar af, en dat zij enkel bespottelijke verhoogingen verleent in het begin der loopbaan.

Dat verwijt scheen aan de meeste leden der Middenafdeeling niet gegrond. Feitelijk is door de wet van 1906 de vijfde klasse afgeschaft geworden van het zestiende dienstjaar af. 't Is op dat oogenblik dat de gezinslasten aanzienlijk toenemen, en het schijnt billijk dat er met die omstandigheid rekening worde gehouden bij het vaststellen van de schaal der jaarwedden. Men dient daarenboven niet te vergeten dat de wet van 1906 de driejarige verhoogingen handhaaft tot het zestiende jaar.

Eene andere klacht van het personeel bij het lager onderwijs scheen aan verscheidene leden der Middenafdeeling beter gegrond. Het geldt de bepaling van het pensioen, evenals voor het personeel der middelbare scholen, op den voet van $\frac{1}{60}$ in stede van $\frac{1}{36}$, en het toekennen van het maximum van $\frac{3}{4}$.

Tot staving van dit voorstel voert men terecht aan dat het ambt van onderwijzer afmattend is, en dat de huidige coëfficiënt niet in verhouding is tot den onderdom waarop de onderwijzers op pensioen worden gesteld (50 jaar).

De Middenafdeeling verzoekt de Regeering bovenstaande beschouwingen ernstig in aanmerking te willen nemen, alsmede deze welke het personeel bij het lager onderwijs tot staving van zijne grieven inroept.

Onderzoek van eenige artikelen.

Artikel 70. Een lid stelt voor, het krediet van 11,257,000 frank te splitsen derwijze dat men nauwkeurig het bedrag zou kennen der toelagen verleend aan de gemeentescholen, aan de aangenomen scholen en aan de aanneembare scholen.

Artikel 76. Een lid vraagt waarom het krediet verhoogd is tot op 20,000 frank, terwijl het maar 5,664 frank beliep voor 1905 en 6,800 frank voor 1906.

De inleidingsnota gewaagt niet van bedoelde verhooging, omdat hetzelfde krediet van 20,000 frank werd uitgetrokken bij de Begrooting van 1907.

De heer Minister van Wetenschappen en Kunsten zal daarover zeker uitleggingen geven bij de behandeling van zijne Begrooting.

HOOFDSTUK VII.

FRAAIE KUNSTEN.

Zij die de nieuwe benaming afkeurden van het ministerie waarvan de Begrooting in dit verslag wordt onderzocht, moesten bekennen dat de Fraaie Kunsten beter passen bij de Wetenschappen dan bij de diensten van Landbouw en Volksgezondheid. Dat is ook de meening der Middenafdeeling die de Regeering enkel gelukwensen kan met die verandering.

Boven zegden wij reeds dat het bedrag van het krediet, uitgetrokken bij het hoofdstuk Fraaie Kunsten, minder is dan hetgeen voor 1907 werd toegestaan. De vermindering bedraagt inderdaad 52,000 frank.

Eene vermindering van 40,000 frank spruit hieruit voort dat juist die som als tijdelijke last was uitgetrokken bij de Begrooting van 1907, met het oog op de Algemeene Tentoonstelling in den loop van dit jaar te Brussel ingericht; verder is eene vermindering van 12,000 frank te wijten aan het wegvallen van het tijdelijk krediet uitgetrokken om de kosten te dekken der inrichting van den grooten wedstrijd voor toonkunde die plaats greep in 1907.

Koninklijke Museums en Conservatoriums.

Een lid doet opmerken dat aan de Koninklijke Museums te Brussel en te Antwerpen aanzienlijke kredieten worden toegekend; hij vraagt dat men de Museums te Gent en Luik op gelijken voet zou behandelen.

Hetzelfde geldt voor de Conservatoriums.

Openbare Monumenten.

Een lid doet opmerken dat het oogenblik is gekomen om het monument Meunier op te richten. Er dient eene beslissing te worden genomen voor de plaats van dat monument. Het schijnt verkieslijker, het monument in de open lucht te plaatsen.

Herstelling der monumenten.

Verscheidene leden der Middenafdeeling deden opmerken dat het krediet van 113,000 frank (uitgetrokken als *toelagen aan de provinciën, steden en gemeenten wier middelen ontoereikend zijn tot het herstellen der monumenten*)

op verre na niet toereikend is om te voorzien in de behoeften van het begrootingsjaar, indien de Regeering voornemens is ernstig tusschenbeide te komen in de herstellingen ontworpen door provinciën en gemeenten.

Dat geldt hoofdzakelijk voor de gemeenten. En dienaangaande achten verscheidene leden der Middenafdeeling dat de monumenten, in die gemeenten te herstellen, dienden te worden beschouwd, wat de toelagen betreft, als nationale monumenten veeleer dan als gemeentegebouwen. Het onderhouden alleen van deze gebouwen is voor die gemeenten een zware last waarvan de Staat gewoonlijk niets op zich neemt.

Een lid is zelfs van meening dat de Regeering, alvorens groote uitgaven te besteden aan het bouwen van nieuwe monumenten, zich moest verplicht achten eerst en vooral onze aloude monumenten te redden, waaronder er vele in slechten staat verkeerden. Zoo zij dien weg wil inslaan, zal zij de algemeene goedkeuring inoogsten van de openbare meening die beter dan vroeger op de hoogte is van kunstzaken. 't Is natuurlijk door middel van ruime toelagen dat zij dat doel moet bereiken. Zij zou zelfs den ijver der gemeenten moeten aanprikken en deze aanzetten om zonder varen of vreeze de herstelling van hare kunstgebouwen aan te durven. Zoo handelde voor de kerken de achtbare heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, en zijn voorbeeld zal zeker navolging vinden bij zijn achtbaren opvolger.

Een lid teekende verzet aan tegen het denkbeeld om sacristijen te bouwen naast monumentkerken : Het zijn dikwijls bijgebouwen die het uitzicht der monumenten bederven.

Een ander lid antwoordde dat sacristijen onontbeerlijke afhangsels zijn van de kerk. Zoolang eene kerk voor den godsdienst wordt gebezigd, moet zij dan ook beantwoorden aan de behoeften van den godsdienst. Die behoeften zijn heden zelfs grooter dan vroeger.

De opmerking echter scheen enkel de gevallen te bedoelen waarin men bij een monument gebouwen voegt, waar er vroeger geen bestonden.

Zelfs met die beperking houdt de opmerking geen rekening met den wezenlijken toestand. Vóór de XI^e eeuw waren aan de kerken uitgestrekte bijgebouwen gehecht : klooster, bisschoppelijke paleis, pastorie, waar men de gewijde vaten, de versieringen, enz., bewaarde.

Eigenlijke sacristijen werden eerst gebouwd sedert de XI^e eeuw; maar over 't algemeen bestond er geen daar waar de kerk met kloosters was omringd.

Met de XVI^e en XVIII^e eeuw zijn veel aloude kloosters verdwenen en zoo komt het, zegt Viollet-le-Duc, dat vele onzer kerken, wier bijgebouwen werden afgebroken, zonder oude sacristij zijn ⁽¹⁾. Zoo komt het, zouden wij er mogen bijvoegen, dat men later verplicht is geweest bijgebouwen te maken waarvan de bouwtrant ongelukkiglijk indruischt tegen dien van het hoofdgebouw.

Wijl de behoeften van den eeredienst dienen in acht te worden genomen, wat hoeft er te worden gedaan als men een monument moet herstellen en als er eene sacristij moet bijkomen?

(1) Dict. de l'Archit., VIII, 69.

Ons schijnt het heel klaar. Geldt het, bij voorbeeld, een kerk die vroeger bijgebouwen had in den bouwtrant van het hoofdgebouw, dan moet men zooveel mogelijk, als men die geheel of gedeeltelijk heropbouwt, rekening houden met de noodwendigheden van den eeredienst. In elk geval is het noodig dat de sacristijen beantwoorden aan hare bestemming en tevens zoo weinig mogelijk afsteken bij het aloude gebouw.

Bij de stemming, werd de Begrooting aangenomen door vier leden tegen twee, en het verslag eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

